

FEVE – Fermes En ViE

# Baromètre national de l'installation agricole

*Foncier · Financement · Accompagnement · Agriculture biologique · Pratiques agroécologiques*

À l'heure où le Parlement examine la loi d'orientation agricole, FEVE – Fermes En ViE publie les résultats de son Baromètre national de l'installation agricole. Cette enquête menée auprès de 1 176 personnes en parcours d'installation — de la réflexion initiale à l'installation effective — dresse un état des lieux complet des conditions, aspirations et obstacles qui façonnent aujourd'hui le renouvellement des générations agricoles en France.

Les résultats révèlent une génération déterminée, largement acquise aux pratiques agroécologiques et à l'agriculture biologique, mais confrontée à des blocages structurels persistants : accès au foncier, financement, accompagnement insuffisant.

**40 %**

**citent le foncier comme frein  
n°1**  
*à l'installation*

**51 %**

**visent une installation en BIO**  
*parmi les répondants*

**23 %**

**sont suivis activement**  
*par une structure d'accompagnement*

## Contexte & Méthodologie

---

### Contexte et objectifs

Face au défi du renouvellement des générations agricoles en France, FEVE (Fermes En ViE) a souhaité documenter avec précision les conditions réelles d'accès à l'installation. Si les chiffres nationaux existent, ils disent peu des trajectoires individuelles, des obstacles concrets et des aspirations de celles et ceux qui cherchent aujourd'hui à s'installer.

Ce Baromètre a été conçu pour donner la parole aux porteurs de projet eux-mêmes, à toutes les étapes de leur parcours — de la réflexion initiale jusqu'aux premières années d'installation.

### Objectifs de l'enquête

- Documenter les freins et difficultés rencontrés tout au long du parcours d'installation
- Comprendre les enjeux fonciers et les solutions envisagées pour y accéder
- Mesurer la place du financement et la connaissance des dispositifs disponibles
- Évaluer le niveau et la qualité de l'accompagnement reçu
- Cerner les aspirations en matière d'agriculture biologique et de pratiques agroécologiques

### Élaboration du questionnaire

Le questionnaire a été entièrement conçu et élaboré par les équipes de FEVE (Fermes En ViE), en lien avec les thématiques portées par l'entreprise dans son quotidien auprès des porteurs de projet.

### Diffusion

L'enquête a été diffusée selon deux canaux complémentaires :

- La Grange, la communauté en ligne de FEVE qui rassemble des porteurs de projet, des agriculteurs en activité et des acteurs du monde agricole. Les membres ont été invités à répondre directement au questionnaire.
- Un relais auprès de partenaires du monde agricole, afin d'élargir la portée géographique et sociologique de l'échantillon au-delà du réseau direct de FEVE.

*La collecte a eu lieu du 2 janvier au 30 avril 2026*

## Échantillon

**1 176**

répondants au total

**1 098**

questionnaires complets  
avec réponse à toutes les questions

**78**

réponses partielles  
incluses dans l'analyse

Répartition par statut	% des répondants
En reconversion vers l'agriculture	48 %
Salarié(e) agricole	19 %
Agriculteur / Agricultrice (déjà installé)	19 %
Étudiant(e) / En formation agricole	14 %

Répartition par âge	% des répondants
Moins de 25 ans	11 %
25–34 ans	30 %
35–44 ans	30 %
45–54 ans	18 %
55 ans et plus	11 %

Répartition par sexe	% des répondants
Homme	55 %
Femme	43 %
Autre / préfère ne pas répondre	2 %

### Note sur la représentativité

*Il s'agit d'un échantillon de convenance, non représentatif au sens statistique de la population française des porteurs de projet agricole. Les résultats reflètent les profils engagés dans les réseaux de FEVE et de ses partenaires — avec une surreprésentation probable des profils en reconversion, orientés vers des systèmes agroécologiques ou biologiques. Les données sont présentées à titre indicatif et doivent être lues comme le reflet d'une communauté de porteurs de projet engagés, non comme une extrapolation nationale.*

Les questions n'étant pas toutes obligatoires, la base de répondants varie selon les questions. Le nombre de répondants est précisé pour chaque résultat significatif. Pour les questions à choix multiples, la somme des pourcentages peut dépasser 100 %.

## 01 Qui sont les porteurs de projet ?

L'enquête a recueilli 1 176 réponses valides, représentant un large éventail de profils — de la personne en tout début de réflexion à l'agriculteur récemment installé.

### À quelle étape sont-ils ?

Les répondants se trouvent à toutes les étapes du parcours. Plusieurs réponses étaient possibles.

Étape du parcours	% des répondants
<b>Je cherche une ferme / du foncier</b>	<b>45 %</b>
Je construis activement mon projet	31 %
En pleine réflexion / Je m'informe	29 %
Je cherche un financement	15 %
En cours d'installation (12 prochains mois)	7 %
Installé depuis moins de 3 ans	4 %
Installé depuis 3 ans ou plus	5 %

*44,6 % des répondants sont en recherche active de ferme ou de foncier : c'est l'étape la plus représentée, reflet direct de la saturation du marché foncier.*

### Quels types de production sont visés ?

Plusieurs réponses étaient possibles. Les projets sont majoritairement orientés vers l'élevage et la polyculture-élevage, avec une place significative pour le maraîchage.

Type de production	% des répondants
<b>Élevage</b>	<b>38 %</b>
Polyculture-élevage	36 %
Maraîchage	27 %
Plantes à parfum / médicinales / semences	17 %
Arboriculture / viticulture	16 %
Grandes cultures	15 %
Apiculture	9 %

La forte représentation de l'élevage et de la polyculture-élevage (74 % cumulés, réponses multiples) illustre une appétence pour les systèmes diversifiés et résilients, souvent associés à des pratiques agroécologiques.

### D'où viennent-ils ?

Les départements les plus représentés témoignent d'une concentration dans les territoires ruraux attractifs pour l'installation hors cadre familial : Dordogne (5 %), Calvados (4,3 %), Ardèche (4,2 %), Drôme (4,1 %), Gers (4,0 %), Ille-et-Vilaine (3,9 %), Manche (3,9 %), Isère (3,9 %), Pyrénées-Atlantiques (3,6 %), Ariège (3,5 %).

## 02 Les freins à l'installation

À la question « Quel est votre frein n°1 pour avancer vers l'installation ? » (1 041 répondants), les réponses convergent massivement vers deux obstacles structurels.

Frein n°1 cité	% des répondants
Accès au foncier / trouver une ferme	40 %
Financement (foncier, bâtiments, matériel)	30 %
Compétences / technique / expérience	12 %
Administratif / statut / autorisations	8 %
Logement / mobilité / vie personnelle	7 %
Débouchés / vente	3 %

*Foncier et financement réunis concentrent 70 % des obstacles cités en premier. L'administratif et les compétences techniques, souvent présentés comme des enjeux centraux des politiques d'installation, arrivent loin derrière.*

Chez les agriculteurs déjà installés interrogés, le constat est identique : l'accès au foncier reste le principal frein qu'ils ont rencontré lors de leur propre parcours (34 % des cas), devant les obstacles administratifs (27 %) et le financement (20 %).

## 03 Foncier : un accès paralysé

### Une recherche qui n'aboutit pas

Parmi les 995 répondants ayant commencé leur recherche de ferme ou de foncier :

Statut de la recherche foncière	% des répondants
Cherche activement mais ne trouve pas d'opportunités adaptées	43 %
N'a pas encore commencé	24 %
A repéré des pistes, mais difficile de faire avancer	17 %
En discussion avancée (visites, négociation)	12 %
A sécurisé une ferme (accord / bail signé)	5 %

*Seulement 5 % ont sécurisé une ferme. Pour les 43 % qui cherchent activement sans résultat, la durée et l'incertitude de la recherche fragilisent les projets et peuvent conduire à l'abandon.*

### Les obstacles concrets

Trois blocages arrivent à quasi-égalité dans les difficultés rencontrées :

Obstacle foncier	% de l'ensemble des répondants
Prix du foncier trop élevé	28 %
Ferme inadéquate au projet (surfaces, eau, etc.)	27 %

Obstacle foncier	% de l'ensemble des répondants
Peu d'offres disponibles	27 %
État des bâtiments / investissements lourds	20 %
Besoin de médiation pour construire la confiance / négocier	6 %
Offres peu fiables / informations incomplètes	5 %
Difficulté à contacter le cédant / manque d'intermédiaire	5 %

## Solutions foncières envisagées

Solution foncière envisagée	% des répondants
<b>Ne sait pas encore / cela dépend des opportunités</b>	<b>33 %</b>
Achat du foncier	22 %
Épargne personnelle / familiale	30 %
Location avec option d'achat	14 %
Location (bail rural, etc.)	13 %
Mix location / achat	10 %

Les dispositifs alternatifs restent encore peu mobilisés : seulement 15 % envisagent le portage foncier ou une foncière agricole. Et 15 % ne connaissent aucun des dispositifs disponibles.

## 04 Financement : entre méconnaissance et incertitude

Le financement est le deuxième frein cité en premier (30 %). Les données révèlent un écart important entre les solutions connues et celles réellement envisagées.

### Ce que les porteurs de projet connaissent

Solution de financement	% qui connaissent
<b>Crédit bancaire classique</b>	<b>67 %</b>
Aides publiques (DJA, aides régionales, etc.)	58 %
Crowdfunding / financement participatif	43 %
Portage foncier / foncière agricole	31 %
Ne connaît aucun dispositif	15 %

### Ce qu'ils envisagent concrètement

Solution envisagée	% des répondants
<b>Banque (crédit classique)</b>	<b>42 %</b>
Épargne personnelle / familiale	30 %
Aides publiques / subventions	28 %
<b>Ne sait pas encore</b>	<b>19 %</b>
Foncière / portage foncier	15 %

Solution envisagée	% des répondants
Investisseurs / associés / coopérative	14 %

19 % des porteurs de projet n'ont pas de plan de financement défini. La banque reste la solution par défaut pour 42 %, mais les outils alternatifs restent peu activés malgré une notoriété croissante.

## 05 Accompagnement : un déficit préoccupant

La question de l'accompagnement révèle un angle mort majeur du dispositif national d'installation.



Seuls 23 % des répondants déclarent être suivis activement par une structure. Près de 70 % sont donc soit sans accompagnement, soit dans une situation de suivi insuffisant ou d'errance institutionnelle.

### Quelles structures accompagnent ?

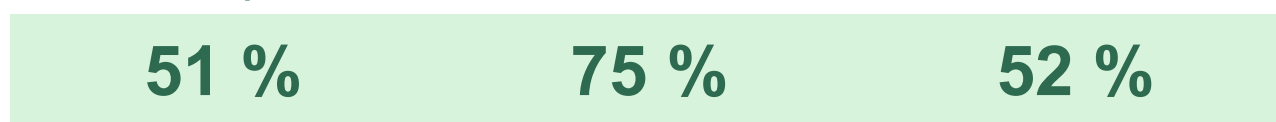
Parmi ceux qui ont un lien avec une structure (réponses multiples) :

Structure d'accompagnement	% de l'ensemble des répondants
Chambre d'agriculture / réseau consulaire	43 %
<b>Association / réseau d'installation (CIVAM, ADEAR...)</b>	<b>32 %</b>
SAFER / acteur foncier public-parapublic	28 %
Réseau bio (GAB / GRAB / FRAB, etc.)	23 %
<b>Pair à pair (agriculteurs, groupes locaux)</b>	<b>20 %</b>
Expert (comptable, juriste, conseiller)	13 %
Collectivité / PAT / parc naturel	8 %
Aucun pour le moment	17 %

Deux enseignements ressortent : la forte place des réseaux associatifs spécialisés (CIVAM, ADEAR) et du réseau bio, qui accompagnent un tiers des répondants ; et la montée du pair-à-pair comme mode d'information et de soutien (20 %), qui pallie en partie les manques du système institutionnel.

## 06 BIO et agroécologie : une génération engagée

Le BIO : une aspiration centrale



**visent une installation en BIO**

**souhaitent être certifiés BIO  
dès l'installation**

*parmi ceux qui visent le BIO*

**disent : « je n'irai pas sans BIO  
»**

*parmi ceux qui visent le BIO*

Parmi les répondants ayant exprimé une orientation vis-à-vis du BIO (1 098) : 51 % visent le BIO à l'installation, 8 % sont déjà certifiés, 4 % sont en conversion. Seuls 14 % n'envisagent pas le BIO.

## Pourquoi le BIO ?

Motivation pour le BIO	% des répondants
<b>Protéger les sols et la biodiversité</b>	<b>47 %</b>
Cohérence avec ses valeurs / sens du métier	<b>40 %</b>
Préserver la santé (agriculteurs, riverains, consommateurs)	<b>33 %</b>
Répondre à une demande locale / circuits courts	<b>10 %</b>
Mieux valoriser ses produits (prix / débouchés)	<b>10 %</b>
Mieux sécuriser son système sur le long terme	<b>6 %</b>

## Les freins au passage en BIO

Frein	% des répondants
<b>Coûts (audit, certification, changements techniques)</b>	<b>24 %</b>
Risque technique (maladies, ravageurs, rendement)	<b>20 %</b>
Complexité administrative et certification	<b>20 %</b>
Incertitude économique / revenu	<b>19 %</b>
Débouchés insuffisants / difficulté à vendre en BIO	<b>17 %</b>
Manque de conseil et repères techniques	<b>7 %</b>
Pression du voisinage / contexte local	<b>5 %</b>
Aucun frein particulier	<b>29 %</b>

## Ce qui aiderait à franchir le pas

Levier attendu	% des répondants
<b>Un engagement fort des politiques publiques</b>	<b>29 %</b>
<b>Un soutien financier ciblé (transition, investissements)</b>	<b>26 %</b>
Moins de complexité administrative	<b>21 %</b>
Des preuves économiques claires (marges, exemples chiffrés)	<b>16 %</b>
Un meilleur accès aux débouchés / acheteurs	<b>15 %</b>
Des repères techniques très concrets	<b>14 %</b>

## Au-delà du BIO : des pratiques agroécologiques plébiscitées

L'aspiration à des pratiques durables dépasse la seule certification BIO. Les porteurs de projet expriment un intérêt très large pour les pratiques agroécologiques (réponses multiples) :

Pratique agroécologique envisagée	% des répondants
Valorisation des déchets / compostage / matières organiques	38 %
Gestion de l'eau (irrigation économe, stockage, infiltration)	38 %
Pâturage tournant dynamique	35 %
Agroforesterie	35 %
Agriculture de Conservation des Sols (ACS)	29 %
Autonomie fourragère	27 %
Préservation / restauration des prairies permanentes	24 %

*Ces chiffres dressent le portrait d'une génération qui ne cherche pas simplement à « produire autrement » : elle veut concevoir des systèmes complets, combinant BIO, agroforesterie, gestion de l'eau et autonomie — une vision systémique que les politiques publiques peinent encore à accompagner de façon cohérente.*

## Ce que ces résultats disent à la loi d'orientation agricole

Six enseignements majeurs ressortent de ce Baromètre :

- **Le foncier et le financement sont les deux verrous principaux : ils concentrent 70 % des obstacles cités en premier et doivent être au cœur des mesures législatives.**
- La recherche de ferme est chroniquement infructueuse : 43 % cherchent activement sans résultat, et 5 % seulement ont sécurisé une ferme.
- L'accompagnement est insuffisant : 41 % sans structure, 11 % sans repère — une lacune que la loi pourrait contribuer à combler.
- Le financement alternatif reste méconnu et sous-mobilisé, malgré un intérêt réel pour le portage foncier et les foncières agricoles.
- Le BIO est un choix massif et précoce, pas une option : 75 % des candidats au BIO veulent l'être dès l'installation — ils ont besoin d'un soutien fort et simplifié.
- L'aspiration agroécologique va bien au-delà du BIO : gestion de l'eau, agroforesterie, pâturage tournant — des pratiques que les politiques publiques doivent reconnaître et soutenir.

**Contact presse** | FEVE – Fermes En ViE | [www.feve.co](http://www.feve.co)

Mathilde Beau : [mathilde@agence-initiale.fr](mailto:mathilde@agence-initiale.fr) / 07 66 42 22 41

Claire Chabaneau : [claire@agence-initiale.fr](mailto:claire@agence-initiale.fr) / 06 47 96 17 10